

**Projet de Rapport sur la situation actuelle  
et les perspectives d'avenir au Cachemire**

*[Extraits]*

**PARLEMENT EUROPÉEN**

*Commission des affaires étrangères*

*Novembre 2006*

*Rapporteur: Baronne Nicholson de Winterbourne*

a

A. considérant que le territoire qui constituait l'ancien État princier de Jammu et Cachemire est actuellement scindé en plusieurs parties administrées par la République de l'Inde, la République islamique du Pakistan et la République populaire de Chine, et que sa population totale s'élève à 13,4 millions d'habitants;

B. considérant qu'une grande partie du Jammu et Cachemire, en particulier l'Azad Jammu et Cachemire, souffre d'une pauvreté et d'un délabrement extrêmes qui se traduisent par d'immenses lacunes en termes d'alphabétisation, d'apprentissage du calcul et d'accès aux soins de santé, ainsi que par une absence de structures démocratiques, et des faiblesses majeures en ce qui concerne l'État de droit et le système judiciaire; et considérant que l'ensemble du Jammu et Cachemire souffre d'un déclin économique exceptionnel;

C. considérant que le problème des ressources en eau sous-tend le conflit qui oppose le Pakistan et l'Inde sur la question du Jammu et Cachemire, et qu'il constitue un élément clé pour parvenir à une résolution définitive du conflit;

D. considérant que le Jammu et Cachemire a été divisé par la guerre pendant près de 60 ans, période qui a été ponctuée par des conflits armés entre l'Inde, le Pakistan et la Chine; considérant que les conflits qui opposent

l'Inde et le Pakistan impliquent aujourd'hui le terrorisme international et que ces deux nations sont à présent des puissances nucléaires;

E. considérant qu'en dépit de quelques cas de violation, le cessez-le-feu instauré en novembre 2003 sur la ligne de contrôle a tenu;

F. considérant que le cessez-le-feu a permis à l'Inde et au Pakistan d'entamer, sur la question du Jammu et Cachemire, un dialogue qui se poursuit actuellement et qui commence à donner de modestes résultats; considérant la mise en œuvre, dans le cadre du processus de paix, d'un certain nombre de mesures visant à instaurer la confiance; considérant que, de chaque côté, la population cachemirienne participe pleinement à ce processus et assume des responsabilités au niveau local;

## **Introduction**

1. souligne que l'Inde et le Pakistan sont tous deux des partenaires importants de l'Union européenne; constate que l'Union européenne n'a pas été invitée à jouer un rôle de médiateur dans le cadre du conflit du Cachemire; estime toutefois que, compte tenu de son expérience dans la résolution de conflits dans des contextes pluriethniques, multinationaux et multiconfessionnels, l'Union européenne pourrait avoir quelque chose à apporter; propose donc que la présente résolution ainsi que les réunions qui pourraient en résulter s'inscrivent dans le cadre d'une expérience partagée qui pourrait également être instructive pour l'Union européenne;

2. constate que les deux pays sont aujourd'hui des puissances nucléaires; fait observer que l'Inde est la plus grande démocratie du monde et que la démocratie y est également appliquée au niveau local, tandis qu'en termes de respect des principes démocratiques, le Pakistan doit encore faire ses preuves dans de très nombreux domaines;

3. constate également que l'incidence du tremblement de terre sur les Cachemiris pakistanais a gravement exacerbé le problème de ressources déjà exceptionnellement faibles pour satisfaire les besoins élémentaires et a affecté radicalement le potentiel de renforcement des institutions et des capacités;

4. souligne que la culture ancienne du Jammu et Cachemire est un exemple de l'héritage commun partagé par l'Inde et le Pakistan; reconnaît et apprécie le pluralisme, le multiculturalisme ainsi que les traditions et le caractère pluriconfessionnels des populations du Jammu et Cachemire;

#### **Incidence du tremblement de terre du 8 octobre 2005**

12. souligne avec insistance que, dans le contexte de la destruction massive et du bouleversement social provoqués par le tremblement de terre sur des bases démocratiques déjà affaiblies, et compte tenu de l'énorme gravité de la situation humanitaire, continuer à demander l'organisation d'un plébiscite sur le statut définitif du Jammu et Cachemire est en décalage complet avec les besoins de la population locale et va donc à l'encontre de ses intérêts; demande instamment à ceux qui jouent à une politique de "grande puissance" alors que des millions de personnes sont dans le dénuement de rediriger leurs énergies vers la lutte contre la corruption, qui a injustement détourné l'aide financière internationale des bénéficiaires auxquels elle était destinée; estime que, même s'il n'y avait pas eu de tremblement de terre, tout plébiscite aurait été vide de sens sans une modification préalable de la politique d'Islamabad qui considère que l'ensemble du Cachemire fait partie intégrante du territoire pakistanais; souligne en outre qu'un plébiscite qui ne serait pas accompagné d'un changement politique de ce genre ne serait que la confirmation automatique du statu quo actuel;

14. félicite l'Inde et le Pakistan pour les avancées en cours en faveur de la paix, et salue la reprise du dialogue bilatéral qui avait été interrompu trois mois à la suite des attentats à la bombe qui ont frappé Mumbai en juillet 2006; souligne la nécessité pour la région, l'UE et la communauté internationale de soutenir les pourparlers bilatéraux actuels et d'encourager un renforcement plus poussé des échanges en vue de préparer un avenir plus stable et plus prospère pour le peuple du Jammu et Cachemire;

17. déplore toutefois que le Pakistan ait constamment manqué à ses obligations concernant l'instauration de structures démocratiques sérieuses et représentatives dans l'Azad Jammu et Cachemire; constate en particulier qu'il n'y a toujours pas de représentant cachemiri à l'Assemblée nationale pakistanaise, que l'Azad Jammu et Cachemire est gouverné par le ministère des Affaires cachemiries à Islamabad, que des fonctionnaires pakistanais dominent le Conseil du Cachemire, et que le Secrétaire général, l'inspecteur général de la police, le trésorier général et le Secrétaire aux finances sont tous pakistanais; marque l'horreur que lui inspire la disposition de la Constitution intérimaire de 1974 qui interdit toute activité politique non conforme à la doctrine de l'appartenance du Jammu et Cachemire au Pakistan et qui oblige tout candidat à un siège au parlement de l'Azad Jammu et Cachemire à signer une déclaration de loyauté à cet effet; est préoccupé par le fait que la région de Gilgit Baltisan ne jouit d'aucune représentation démocratique quelle qu'elle soit;

20. demande instamment au Pakistan de réviser sa conception de la responsabilité démocratique, des droits des minorités et de la femme dans l'Azad Jammu et Cachemire, lesquels, comme partout ailleurs, sont indispensables pour améliorer les conditions de vie de la population et combattre les menaces terroristes;

21. déplore les violations prouvées des droits de l'homme par les forces armées indiennes et les trop fréquents actes de terreur et de violence perpétrés par des groupes militants armés établis au Pakistan; demande instamment aux deux parties de faire tout ce qui est possible pour remédier à ces violations; salue l'engagement public pris par le Pakistan de freiner l'infiltration, à travers la Ligne de contrôle (LdC), d'activistes opérant à partir du territoire placé sous son contrôle, mais estime qu'il convient de prendre des mesures beaucoup plus rigoureuses et efficaces; se félicite de l'engagement durable et déterminé du président Musharraf à lutter contre le terrorisme, lequel, de l'avis général, constitue un énorme défi; approuve et soutient l'aide multilatérale et bilatérale des États membres de l'UE visant à aider le Pakistan à lutter contre le terrorisme et à agir avec détermination pour améliorer l'existence des habitants de l'Azad Jammu et Cachemire;

23. constate qu'alors que le Jammu et Cachemire sous administration indienne jouit, en vertu de l'article 370 de la Constitution indienne, d'un statut unique qui lui garantit une autonomie supérieure à celle des autres États de l'Union, il subsiste en pratique des carences en matière de droits de l'homme et de démocratie directe; se félicite, en conséquence, de constater que des initiatives ont récemment été prises au Jammu et Cachemire en vue de renforcer la démocratie (comme le montre la participation de 75 % aux dernières élections locales); invite instamment la commission nationale indienne des droits de l'homme à exercer pleinement son mandat en ce qui concerne toute violation suspectée ou attestée et, pour accroître encore la crédibilité de cette commission, l'invite instamment à remédier à l'absence de professionnels des droits de l'homme dans son conseil d'administration; espère davantage de progrès dans ce domaine ainsi que des résultats positifs des nouvelles lois sur le travail des enfants et sur les femmes et la violence;

25. suggère que l'Inde envisage d'octroyer au Ladakh le même statut de province que celui dont jouit le Jammu et Cachemire; espère que la route commerciale de Kargil-Skardu sera de nouveau ouverte dans le cadre du processus de mise en œuvre de mesures visant à instaurer la confiance et que le Ladakh et les zones septentrionales, aujourd'hui divisés, pourront être reliés par des points de passage similaires à ceux qui existent déjà en d'autres endroits, le long de la LdC; suggère que l'Inde réexamine la question de la représentation du peuple du Ladakh au Rajya Sabha;

26. appelle l'Inde à porter à nouveau son attention sur le Jammu et Cachemire, notamment en créant des emplois et en prenant des mesures visant à promouvoir le tourisme, ainsi qu'à examiner comment le (futur) partenariat UE-Inde pourrait aider à la création de nouveaux emplois qualifiés, particulièrement pour les jeunes;

Mesures visant à instaurer la confiance

34. accueille avec une satisfaction particulière les mesures visant à réunir les familles séparées par la LdC, avec l'ouverture de cinq points de passage; est conscient que l'ouverture des points de passage sur la LdC a été très lente et ne répondait pas à l'urgence de la situation sur le terrain; néanmoins, encourage et espère voir s'accroître la fréquence des passages; souhaiterait que l'utilisation de ces points de passage soit étendue à tous les citoyens vivant de chaque côté, et recommande à l'Inde et au Pakistan d'élaborer des mesures visant à faciliter les déplacements, telles que des services consulaires renforcés;

35. estime qu'il est essentiel d'accroître la fréquence des échanges trans-LdC à tous les niveaux de la société civile et dans tous les domaines; suggère la

création de programmes d'échange entre les associations professionnelles, les écoles et les universitaires, y compris une université commune avec un campus de chaque côté de la ligne de séparation; propose, en vue d'aider à réduire la suspicion réciproque des deux armées, d'établir le contact entre les militaires par le biais d'échanges entre académies militaires;